

426

Septième Partie  
de la Justice

Citre Cinquième  
Procédures Civiles et Criminelles.

S. 1<sup>re</sup>  
Procédures Civiles

Arrêt

du Tribunal Souverain de l'Isle Guadeloupe

Nul qui annule une vente de nègres comme contraire à l'usage et nuisible aux progrès de l'agriculture

Du 47<sup>me</sup> 1655.

Sur ce qui nous a été remontré en conseil par le Procureur du Roi, qu'il auroit été depuis peu vendu à l'encan certaines femmes esclaves nègres appartenantes ex devant au défunt Jean Dumont, les quelles auroient été tirées de l'habitation du dit défunt qui est de présent abandonnée, se portant appelant du jugement en vertu du quel les dites femmes ont été vendues, tant parce que cela est contre la coutume de cette Isle, qu'à cause que l'habitation demeurera perdue et que les héritiers s'en pourroient plaindre un jour. Ce Considéré le conseil ordonne que la dite vente demeurera nulle et que les dites femmes seront rétablies par la dite habitation, la quelle sera rendue avec la servitude perpétuelle des dites deux femmes, en la manière accoutumée.

Ordonnance de M<sup>re</sup> des Haas Gouverneur G<sup>al</sup>

qui permet la sairie et vente des esclaves.

Du 16. février 1671.

Les négocians nous ayant fait entendre que la grande quantité de dettes à eux dues par les particuliers habitants des Isles, ne s'étant augmentées que par la grande facilité des trop grands et larges crédits et pour n'avoir pu exécuté régulièrement le 10<sup>me</sup> article du Règlement ex devant fait par M<sup>re</sup> de Bréau approuvé et enregistré aux conseils souverains, du mois de juin 1664. ou il est porté en termes exprès que pour remédier aux abus et à la facilité qu'ont les ~~marchands~~ ménagers de ces Isles à s'engager avec les compagnies et les marchands dans la pensée qu'ils ont de ne payer leurs dettes qu'à leur volonté, il est permis à leurs créanciers de faire exécuter les sentances qu'ils auroient obtenues et obtiendront à l'avenir pour leur paiement sur les meubles et nègres des débiteurs, les Isles se Gouvernant par les lois de la France, cette liberté se pratiquant, non seulement à l'égard des biens meubles, mais aussi des immeubles, il convient qu'elle s'exerce de même en ce pair ou le bien général veut qu'en ce remontré le cours de la justice ait lieu, en laissant la faculté aux créanciers de poursuivre et se faire adjuger le bien de son débiteur, étant une maxime certaine que le créancier est toujours meilleur ménager que le redoublé et qu'il aura plus de soin de la culture de la terre, c'est pourquoi l'assemblée ayant aussi fait remontré que cette indulgence est préjudiciable



